

## Maître d'Ouvrage



20, Rue Balzac

26000 VALENCE

**CONTRATS D'ENTRETIEN DES APPAREILS INDIVIDUELS DE  
CHAUFFAGE ET ASSIMILES, PRODUCTION D'EAU CHAUDE  
SANITAIRE SUR LE PARC D'HABITAT DAUPHINOIS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
C.C.A.P**

**Date et heure limites de Remise des Offres :**

**Cf. CCP**

## TABLE DES MATIERES

1	OBJET du marché – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1.1	Objet du marché	4
1.1.2	Lieu d'exécution	4
1.1.3	Election de domicile	4
1.1.4	Etendue de la consultation	4
1.2	Décomposition du marché	4
1.2.1	Lots	4
1.2.2	Tranches	5
1.2.3	Variantes et options	5
1.3	sous-traitance	5
1.4	entrepreneurs groupes	5
2	pièces constitutives du marché	7
2.1	Pièce GENERALE	7
2.2	pièces particulières	7
2.2.1	L'acte d'engagement (AE)	7
2.2.2	Mémoire technique	7
2.2.3	Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	8
2.2.4	Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	8
2.2.5	Le bordereau de prix unitaires (BPU)	8
2.2.6	Le règlement de consultation (RCE)	8
2.2.7	Les adresses des lots avec le détail des adresses actuelles du patrimoine.	8
2.3	Ordre de préséance des pièces et modification du marché	8
2.3.1	Ordre de préséance des pièces	8
2.3.2	Modification du marché	8
2.4	Parties contractantes	8
2.4.1	Identité des parties contractantes	8
2.4.2	Maître d'Œuvre	9
2.4.3	Modifications tenant aux statuts de l'entrepreneur	9
2.5	SOUS-TRAITANCE	9
3	Prix, révision et modalités de règlement	12
3.1	Contenu et caractère des prix	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1.1	Caractère des prix	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.1.2	Contenu du prix	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

3.1.3	Travaux confiés à l'entreprise générale	12
3.1.4	Travaux confiés aux entreprises groupées	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.2	Répartition des règlements	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.3	DEMARCHES D'INSERTION sociale (le cas échéant)	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.4	VARIATION DANS LES PRIX	12
3.5	Modalités de Révision des prix	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.6	AVANCE	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.7	Garantie financière	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.8	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.9	Modalités de règlement DES COMPTES	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.9.1	Présentation des demandes de paiement	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.9.2	Mode de règlement	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
4	Exécution du marché	12
4.1	Conditions de prestations similaires	12
4.2	Conditions d'EXECUTION DE la prestation	12
4.3	MODALITES DE contrôle de l'exécution de la prestation	12
4.4	Prestation en site occupe	12
4.5	INSERTION PAR L'ECONOMIQUE LE CAS ECHEANT	13
4.6	MISE A JOUR DES DOCUMENTS DEMANDES SUR E-Attestations	13
5	Durée du marché	13
6	Assurances	14
6.1	ASSURANCES REGLEMENTAIRES	14
6.2	ASSURANCES COMPLEMENTAIRES	14
6.2.1	Recours des tiers	14
6.2.2	Autres polices	15
7	Pénalités – résiliation – contestation arbitrage - litige	16
7.1.1	Pénalités pour retard dans l'exécution de la prestation	16
7.1.2	Pénalités pour retard de transmission de pièces liées au marché	16
7.2	RESILIATION	17
7.3	CONTESTATION - ARBITRAGE	17
7.4	tribunal compétent	17

## 1 OBJET DU MARCHE – DISPOSITION GENERALES

### 1.1.1 OBJET DU MARCHE

Cf. CCP

### 1.1.2 LIEU D'EXECUTION

Cf. CCP

### 1.1.3 ELECTION DE DOMICILE

La notification au TITULAIRE des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite à l'adresse du TITULAIRE mentionnée dans les documents particuliers du marché, ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile à un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### 1.1.4 ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le présent marché est passé selon la procédure déterminée par le code de la commande public.

#### **Marché de services :**

Marché compris entre 450 000€ et 600 000€ par an

Les modalités de l'appel d'offres respecteront une procédure interne au pouvoir adjudicateur

(Procédure « **formalisée** » ouverte soumise au code de la commande publique).

## 1.2 DECOMPOSITION DU MARCHE

### 1.2.1 LOTS

Cf. CCP

**Habitat Dauphinois a le souci de diversifier ses prestataires et de privilégier la proximité. Cette diversification et cette proximité sont vitales s'agissant de maintenance et dépannage. Par conséquent, les soumissionnaires ne pourront se voir attribuer que trois lots.**

### 1.2.2 TRANCHES

Le présent marché est constitué d'une seule tranche.

### 1.2.3 VARIANTES ET OPTIONS

Aucune variante ni option autorisée.

## 1.3 SOUS-TRAITANCE

L'entrepreneur TITULAIRE du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n°75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

Il n'est admis que la sous-traitance de premier rang.

## 1.4 ENTREPRENEURS GROUPEES

Au sens du présent document, des entrepreneurs sont considérés comme groupés s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Il existe deux sortes d'entrepreneurs groupés : les entrepreneurs groupés solidaires et les entrepreneurs groupés conjoints.

Les entrepreneurs groupés sont solidaires lorsque chacun d'entre eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires : l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du maître de l'ouvrage, de la personne responsable du marché et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

Les entrepreneurs groupés sont conjoints lorsque, les prestations étant divisées en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs, chacun d'eux est engagé pour le ou les lots qui lui sont assignés. L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis à vis du maître de l'ouvrage, de la personne responsable du marché et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs en assumant les tâches d'ordonnancement et de pilotage des travaux.

Dans le cas où l'engagement n'indique pas si les entrepreneurs groupés sont solidaires ou conjoints :

■ Si les prestations sont divisées en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs et si l'un de ces derniers est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, les entrepreneurs sont conjoints.

■ Si les prestations ne sont pas divisées en lots dont chacun est assigné à l'un des entrepreneurs et si l'un de ces derniers est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, les entrepreneurs sont solidaires

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est nommé le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les pièces générales et les pièces particulières définies ci-après dûment approuvées, complétées et signés par l'entrepreneur.

### 2.1 PIECE GENERALE

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services.

Cette pièce générale, bien que non jointe au présent marché est réputée connue de l'entrepreneur.

### 2.2 PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières du marché sont :

#### 2.2.1 L'ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

L'acte d'engagement constitue l'offre de l'entrepreneur. Il doit être signé par lui, ou, dans le cas de personne morale, par un représentant valablement habilité ayant pouvoir d'engager la personne morale. Dans le cas d'entreprises groupées, l'acte d'engagement est soit signé par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises pour la passation du marché. Au sens du présent document, des entrepreneurs sont considérés comme groupés s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'acte d'engagement fixe la durée pendant laquelle l'entrepreneur est tenu par son offre. Cette durée ne peut être inférieure à **60 jours**. A l'expiration de ce délai, l'entrepreneur n'est plus lié par son engagement. Pour qu'il soit valable, le marché doit être notifié à l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage dans le délai précité.

L'acte d'engagement est complété par le BPU (bordereau de prix Unifié), l'annexe AE1 et le cas échéant, la liste des sous-traitants accompagnée des pièces suivantes :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, ses qualifications ;
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les modalités de règlement de ces sommes ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de variations des prix ;
- les attestations et déclarations permettant de vérifier la position des sous-traitants au regard des impôts, cotisations sociales et réglementation du travail ;
- la caution ou la garantie à première demande que l'entrepreneur principal doit souscrire pour garantir les paiements au sous-traitant en vertu de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

#### 2.2.2 MEMOIRE TECHNIQUE

Ce document doit être dûment complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise. Il est rappelé que le mémoire est une pièce contractuelle du marché servant au jugement des offres.

### 2.2.3 LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Le présent CCAP ainsi que ses annexes.

### 2.2.4 LE CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

### 2.2.5 LE BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES (BPU)

### 2.2.6 LE REGLEMENT DE CONSULTATION (RCE)

Le descriptif détaillé, contenant la description de l'ensemble des prestations ainsi que les clauses techniques particulières.

### 2.2.7 LES ADRESSES DES LOGEMENTS AVEC LA REPARTITION EN 5 LOTS GEOGRAPHIQUE

## 2.3 ORDRE DE PRESEANCE DES PIECES ET MODIFICATION DU MARCHE

### 2.3.1 ORDRE DE PRESEANCE DES PIECES

Les pièces constitutives des marchés prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

### 2.3.2 MODIFICATION DU MARCHE

Après sa notification, le marché ne peut être modifié que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes.

## 2.4 PARTIES CONTRACTANTES

### 2.4.1 IDENTITE DES PARTIES CONTRACTANTES

**La S.C.I.C. (Société Anonyme Coopérative d'intérêt Collectif) H.L.M. HABITAT DAUPHINOIS**, à capital variable, inscrite au RCS de ROMANS-SUR-ISERE sous le n° 435 881 222, dont le siège social est 20, rue Balzac à VALENCE (26000), représentée par **Monsieur Pascal POULY**, en sa qualité de Directeur Général Délégué.

Désignée au présent marché par « **CLIENT** »

D'une part

Le(s) candidat(s) identifié(s) à l'acte d'engagement dont l'offre a été retenue et notifiée

Désigné(s) au présent marché par « **LE TITULAIRE** »

D'autre part



#### 2.4.2 MAITRE D'ŒUVRE

SERVICE GESTION DU PATRIMOINE

20, rue Balzac

CS 20823

26000 VALENCE CEDEX

Tél. : 04 75 44 92 23

Mail : [omorin@groupe-valrim.fr](mailto:omorin@groupe-valrim.fr)

#### 2.4.3 MODIFICATIONS TENANT AUX STATUTS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ;
- au capital social de l'entreprise ;

Et généralement toutes les modifications importantes dues au fonctionnement de l'entreprise.

### 2.5 SOUS-TRAITANCE

L'attention de l'entrepreneur est tout particulièrement attirée sur les dispositions essentielles de la loi du 31 décembre 1975 applicables en matière de sous-traitance.

Il est rappelé les dispositions du décret n°92.508 du 11.06.1992 relatif au travail clandestin et modifiant le Code du Travail.

Comme indiqué à l'article 1.3 du présent CCAP, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie de ses prestations dans les conditions suivantes :

L'entrepreneur peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A l'appui de cette demande, il remet au maître de l'ouvrage une déclaration et les documents précisés à l'article 2.2.1. du présent CCAP.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie qu'il a contracté les polices d'assurances visées au présent CCAP.

Le silence du maître de l'ouvrage gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (dérogation au CCAG en ce qui concerne le délai).

Si l'acceptation d'un ou de plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un avenant signé par la personne qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est co-traitant autre que le mandataire, l'avenant sera contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant signé par le maître de l'ouvrage et par l'entrepreneur précise :

- la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- le montant des sommes à payer directement au sous-traitant, les modalités de règlement de ces sommes (le cas échéant)

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés, la signature de tous les entrepreneurs cocontractants peut être valablement remplacée par celles du mandataire, et de l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance.

L'acceptation et l'agrément ne valent que dans la limite du montant figurant dans l'acte d'engagement ou l'avenant.

Dès la signature de l'avenant, l'entrepreneur remet au sous-traitant une copie de la partie de l'avenant, concernant la sous-traitance.

Dès que l'acceptation et l'agrément ont été obtenus, l'entrepreneur fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux.

En cours d'exécution, l'entrepreneur est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage du marché les modifications concernant les sous-traitants.

La validité de l'avenant est subordonnée, le cas échéant, à l'accomplissement des formalités nécessaires à la réduction du nantissement.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché, tant envers le maître de l'ouvrage qu'envers les ouvriers.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement expose l'entrepreneur à la résiliation pure et simple du présent marché sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation. Il en est de même si l'entrepreneur a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

L'entrepreneur est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître de l'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il s'expose à l'application des mesures prévues au CCAP.

Le maître de l'ouvrage délivre également, sans frais, à l'entrepreneur, aux co-traitants, et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

Les prestations exécutées par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payées dans les conditions stipulées par le marché, avenant ou acte spécial (cf. annexe « Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant »).

À peine de nullité de la sous-traitance, les paiements de toutes les sommes dues par l'entrepreneur au sous-traitant, sont garantis par une caution personnelle et solidaire (cf. annexe « Caution personnelle et solidaire pour paiement de sous-traitant ») ou une garantie à première demande (cf. annexe « Garantie à première demande pour paiement de sous-traitant ») obtenue par l'entrepreneur auprès d'un établissement qualifié, agréé dans des conditions fixées par décret.

Cependant, la caution ou la garantie à première demande n'aura pas lieu d'être fournie si l'entrepreneur délègue au maître de l'ouvrage les paiements au sous-traitant dans les termes de l'article 1275 du Code Civil, à concurrence du montant des prestations exécutées par le sous-traitant.

### **3 PRIX, REVISION ET MODALITES DE REGLEMENT**

Cf. CCP.VARIATION DANS LES PRIX

## **4 EXECUTION DU MARCHE**

### **4.1 CONDITIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En cas d'augmentation du patrimoine, des prestations similaires passées en application de l'article R2322-12 de la commande publique seront exécutées par le TITULAIRE. Les conditions d'exécution de cet avenant seront les suivantes :

Prestations identiques, dans les conditions d'exécution et financières similaires au marché initial, sur le patrimoine de La SCIC Habitat Dauphinois. En aucun cas, les prix indiqués dans les BPU ne pourront varier.

Le marché pourra être donc modifié avec soit du rajout ou de la vente de patrimoine.

La modification du marché initial fera l'objet d'un avenant en moins ou plus le cas échéant.

La modification du marché initial fera l'objet d'un avenant pour les prestations similaires. Il pourra toutefois être régularisé de manière globale en fin d'exercice.

### **4.2 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Les conditions d'exécution du présent marché sont fixées par le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

Le TITULAIRE du marché est soumis à une obligation de moyen.

### **4.3 MODALITES DE CONTROLE DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Les modalités de contrôle de l'exécution de la prestation sont prévues au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

### **4.4 PRESTATION EN SITE OCCUPE**

Toutes les dispositions doivent être prises par le TITULAIRE pour s'assurer du respect du règlement intérieur des résidences occupées lors de l'exécution de la prestation et d'éviter toute perturbations.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ni pour élever une quelconque réclamation ou prétendre à une quelconque augmentation du prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- L'organisation des horaires de travail, nécessaire pour préserver la quiétude des locataires dans le cas d'opérations en milieu occupé ;
- L'exploitation normale du domaine public et privé ainsi que des services publics et privés ;

- L'exécution simultanée d'autres prestations ou travaux.

Afin d'améliorer la qualité des prestations, la sécurité des interventions chez l'habitant et les relations avec ce dernier, le personnel intervenant sur le chantier sera muni d'un badge permettant son identification, ainsi que celle de son entreprise.

#### **4.5 INSERTION PAR L'ECONOMIQUE LE CAS ECHEANT**

Dans le cas où il existe une clause d'insertion par l'économique, celle-ci est annexée au présent CCAP (Cf Annexe « insertion sociale ») et l'entrepreneur soumissionnaire devra se conformer aux clauses minimales qui lui sont imposées et à hauteur de son engagement, indiqué en acte d'engagement, si celui va au-delà des clauses minimales.

Le détail pratique et les caractéristiques de chaque clause d'insertion sont précisés en annexe « Clause d'insertion sociale » au CCAP, et les engagements pris par l'entrepreneur en accompagnement à cette clause sont complétés dans un « programme d'accompagnement social proposé par l'entrepreneur », annexé à son acte d'engagement.

L'entrepreneur retenu devra donc souscrire au projet d'embauche d'habitants de la cité ou du quartier où des prestations sont prévues conformément à l'annexe « Clause d'insertion sociale » du CCAP.

L'entrepreneur aura l'entière responsabilité du choix de la personne recrutée, de la signature des contrats, et de la définition des programmes de formation, de sorte que ces personnes embauchées, bénéficient tout au long du chantier, d'une véritable insertion professionnelle.

#### **4.6 MISE A JOUR DES DOCUMENTS DEMANDES SUR E-ATTESTATIONS**

En application du marché signé il est rappelé que l'entrepreneur doit être inscrit sur la plateforme E-Attestations (<https://fournisseurs.e-attestations.com/fo/E-Attestations.html>). Tous les documents demandés par le maître d'Ouvrage devront être déposés et mis à jour régulièrement.

Sans respect de cet engagement, le marché sera résilié de plein droit.

### **5 DUREE DU MARCHE**

Cf. CCP

## 6 ASSURANCES

### 6.1 ASSURANCES REGLEMENTAIRES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur, ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché, devront justifier qu'ils sont TITULAIRES :

- ☐ d'une assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise couvrant les risques qu'ils encourent du fait de leur activité et des conséquences découlant de la réalisation de leur marché (dommages corporels, matériels, et immatériels).
- ☐ Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander à l'entrepreneur (y compris pour dégâts des eaux et incendie) communication des plafonds de garantie par catégorie de risques, et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.
- ☐ Conformément aux dispositions de la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978, et de ses textes d'application, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, l'entrepreneur, ainsi que les co-traitants et les sous-traitants désignés dans le marché, doivent de même justifier d'une assurance garantissant la présomption de responsabilité qui peut être engagée sur le fondement des articles 1792 et suivants du code civil, à propos des travaux de bâtiment pendant la durée découlant des dispositions de l'article 2270 dudit code civil.

Le maître de l'ouvrage pourra, à tout moment, demander aux entrepreneurs de justifier le paiement des primes afférentes aux assurances.

Ces attestations d'assurance seront à transmettre obligatoirement à la première demande qui en sera faite par le maître de l'ouvrage. A défaut de produire les assurances susvisées, le TITULAIRE du marché se verra retirer purement et simplement le marché qui le lie au maître de l'ouvrage.

### 6.2 ASSURANCES COMPLEMENTAIRES

#### 6.2.1 RECOURS DES TIERS

L'entrepreneur doit contracter une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés lors de la réalisation de ses prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie pour les dommages corporels notamment doit être illimitée. L'entrepreneur garantira le maître de l'ouvrage contre tous recours qui pourraient être exercés contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Chaque entrepreneur est responsable de tout accident ou dommage du fait de la réalisation de ses prestations ou des agissements de ses ouvriers, à l'égard des tiers, des ouvriers ou de toute personne intervenant sur les lieux.

En cas de carence de l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, prendre toutes dispositions aux frais de l'entrepreneur, et notamment la souscription d'une police d'assurance à cet effet.

#### 6.2.2 AUTRES POLICES

L'entrepreneur est tenu de contracter une police d'assurances concernant les risques liés au vol de son matériel sur les lieux.

## 7 PENALITES – RESILIATION – CONTESTATION ARBITRAGE - LITIGE

### 7.1.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Les pénalités suivantes s'appliquent :

Prestation d'entretien annuel

Le non-respect par le TITULAIRE des rendez-vous fixés par lui-même auprès des locataires pourra donner lieu à une pénalité d'un montant forfaitaire de 30€. Elle sera appliquée de plein droit pour manquement à ses obligations après signalement par le locataire.

En cas d'indisponibilité ou de manquement répétée du Prestataire (au-delà de trois retards dans l'exécution des entretiens par mois signalés par nos locataires) le marché pourra être résilié de plein droit aux torts du TITULAIRE (voir position résiliation)

Prestations à bon de commande :

Tout retard constaté du délai de réalisation des prestations indiquées dans le bon de commande émis par la SCIC HABITAT DAUPHINOIS ou mentionné dans le devis du TITULAIRE, une pénalité d'un montant forfaitaire de 30 € par jour de retard sera appliquée de plein droit, après réception d'une fiche incident, à compter du premier jour de retard, chaque jour commencé comptant pour un jour entier.

Pour indisponibilité répétée du Prestataire (au-delà de trois retards dans l'exécution des travaux par semestre), Au-delà de 3 constats de carence, le marché pourra être résilié de plein droit aux torts du TITULAIRE (voir position résiliation)

Le montant de ces différentes pénalités sera compensé d'office avec le montant des factures émises par l'entrepreneur, sans que le total desdites pénalités à la charge du TITULAIRE ne puisse dépasser 10% du montant total facturé de son contrat. Dans le cas où le montant total annuel des pénalités serait supérieur à 10 % du montant total facturé pour l'année considérée, LA SCIC HABITAT DAUPHINOIS pourrait résilier le marché.

### 7.1.2 PENALITES POUR RETARD DE TRANSMISSION DE PIECES LIEES AU MARCHE

Pièces générales

Le dépassement des délais relatif à la transmission de pièces liées au présent marché entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 100 € par jour calendaire de retard pour les sept premiers jours et d'un montant de 200 € pour les jours suivants, hormis pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances dont le cas est traité ci-dessous.

Assurances

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas transmis au maître d'ouvrage dans les délais les attestations et déclarations aux assurances, il encourt une pénalité journalière de 50 € par jour de retard après mise en demeure restée infructueuse pendant 8 jours.



Le défaut de communication de ces pièces dans le délai supérieur à un mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 7.2. ci-après.

#### Sous-traitance

Dans le cas où l'entrepreneur n'a pas transmis au maître d'ouvrage dans les délais de la mise en demeure de le faire les avenants, actes spéciaux ou les pièces relatif à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 50 € par jour de retard.

Le défaut de communication de ces pièces dans le délai supérieur à un mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 7.2. ci-après.

## 7.2 RESILIATION

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 47 du code des marchés publics, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché en cas de manquement grave ou répétitif de l'entrepreneur après mise en demeure de remédier au manquement constaté restée infructueuse pendant un délai de huit jours.

A la seconde mise en demeure, le CLIENT se réserve le droit de mettre fin au contrat au 31 décembre de l'année en cours. Cette résiliation pourra s'effectuer par LRAR avec un préavis d'UN MOIS.

Le maître de l'ouvrage poursuivra le marché passé avec un autre entrepreneur, étant entendu que l'entrepreneur défaillant supportera les dépenses supplémentaires qui pourraient résulter de ces marchés.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article 51-III du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du TITULAIRE.

La résiliation du présent marché aux torts exclusifs de l'entrepreneur entraînera l'application d'une clause pénale de 10 % du montant TTC annuel du marché.

## 7.3 CONTESTATION - ARBITRAGE

Si un différend survient entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur, ceux-ci conviennent de se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage.

## 7.4 TRIBUNAL COMPETENT

Les différends et litiges qui n'auraient pu être réglés par les dispositions du présent marché, ou par l'éventuel arbitrage prévu, seront portés devant le Tribunal compétent du lieu du siège social du maître de l'ouvrage.

Fait en deux exemplaires

A Valence, le \_\_\_\_\_

Maître de l'ouvrage	L'entrepreneur